

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-grecques et la situation de la Zone euro, à Paris le 25 août 2012.

Mesdames, Messieurs,

C'était la première fois que le Premier ministre grec et le Président français se retrouvaient, après les élections qui avaient eu lieu en France et en Grèce.

J'ai salué la profondeur de l'amitié entre nos deux pays. Dans les épreuves, nous devons marquer encore davantage de solidarité.

J'ai salué les efforts que le peuple grec avait engagés douloureusement depuis deux ans et demi. J'ai fait valoir que, dans un moment où il faut encore prendre des engagements, nous devons aussi être conscients de tout ce qui a déjà été fait.

En même temps, nous devons faire en sorte que la question de la Grèce dans la zone euro ne se pose plus. Parce que pour moi, cette question ne se pose pas. La Grèce est dans la zone euro et la Grèce doit rester dans la zone euro. Ensuite, elle doit encore faire la démonstration de la crédibilité de son programme et de la volonté de ses dirigeants d'aller jusqu'au bout, tout en faisant en sorte que cela soit supportable pour la population.

Du côté européen, nous attendrons ce que l'on appelle le rapport de la « Troïka » (Banque centrale, Commission européenne, FMI). Mais une fois ce rapport connu, une fois les engagements - qui ne sont pas d'ailleurs que des engagements financiers, mais aussi des réformes structurelles voulues par les grecs, ratifiées par le Parlement - seront confirmées, alors l'Europe devra faire ce qu'elle a doit.

Cela fait maintenant deux ans et demi que la question est posée. Il n'y a plus de temps à perdre. Il y a des engagements à réaffirmer, de part et d'autre, des décisions à prendre, et le plus tôt sera le mieux, c'est-à-dire après le rapport de la « Troïka » au Conseil européen du mois d'octobre.

Merci encore à Monsieur SAMARAS d'avoir fait le déplacement. Il a eu des mots fort aimables pour la France -- il va les répéter ici -- et j'y ai été très sensible. Car au-delà des circonstances, il y a l'histoire, il y a l'avenir. Nous devons, forts de notre histoire, porter les uns et les autres les valeurs de démocratie et surtout un espoir pour nos peuples.